

Délibération n° 173/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil d'exploitation de la Régie de l'eau potable

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la délibération n° 08/2011 du 25 mars 2011 portant création de la Régie de l'eau potable de la Commune et les statuts y afférents ;
- **VU** la délibération n° 75/2014 du 15 mai 2014 portant désignation des membres du Conseil d'exploitation de la régie de l'eau potable ;
- **VU** les statuts de la Régie de l'eau potable de la commune de PUNAAUIA dotée de la seule autonomie financière ;
- **VU** la proposition du Maire ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 07 septembre 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Sont désignés, conformément aux statuts, les membres du Conseil d'exploitation suivants :

1. Monsieur Gustave VAN BASTOLAER, conseiller ;
2. Madame Marie-Rose TEURU, 8^{ème} adjointe au maire ;
3. Madame Edmée TAHUTINI, conseillère ;
4. Madame Patricia TERIITERAAHAUMEA, conseillère ;
5. Monsieur Willy TETUANUI, conseiller ;
6. Le représentant de la SEM VAITAMA ;
7. *Le représentant du ministère de l'Environnement ou le Directeur général des services de la Commune.*

Article 2 – La délibération n° 75/2014 du 15 mai 2014 susvisée est abrogée.

Article 3 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 07 septembre 2018
Extrait certifié conforme au registre des délibérations

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT

